

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF Production Electrique Insulaire SAS

Tour EDF - 20 Place de la Défense - Paris La défense - 92000 Nanterre

Références : 2024-108
Code AIOT : 0007300368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement EDF Production Électrique Insulaire SAS implanté Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana. L'inspection a été annoncée le 14/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 21 mai 2024 a été menée suite à la transmission du dossier de porter à connaissance relatif au projet de conversion du fonctionnement du site à la biomasse liquide. Elle consistait également à vérifier l'organisation mise en place pour la gestion des mesures de maîtrise des risques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF Production Electrique Insulaire SAS
- Lieu dit Casamozza 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0007300368
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société EDF PEI exploite une centrale électrique composée de 7 moteurs thermiques identiques (42,8 MWth chacun) alimentés au fioul léger (FOD) sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-178-0005 en date du 27 juin 2013.

Les dispositions techniques applicables au site ont été actualisées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2B-2024-01-26-00004 du 26 janvier 2024.

Le site est classé « Seveso seuil bas » compte-tenu des quantités de combustibles présents. Il relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des mesures de maîtrise des risques instrumentées	AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées au site	AP Complémentaire du 26/01/2024, article 1.4.1	Sans objet
2	Généralité sur les mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.1	Sans objet
3	Liste des Mesures de Maîtrise des Risques	AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.2	Sans objet
5	Gestion des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En application des dispositions prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement, la société EDF PEI a transmis, par courrier du 22 février 2024, aux services de M. le Préfet de la Haute-corse, un dossier de porter à connaissance relatif à la modification du combustible utilisé pour le fonctionnement de la centrale dite " Lucciana B" au profit de la biomasse liquide.

L'examen de ces éléments conduit à la nécessité d'actualiser les dispositions encadrant l'exploitation du site par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire pour permettre l'utilisation de ce nouveau combustible. Un projet de prescriptions complémentaires est joint au présent rapport, il fixe les éléments suivants :

- le recours au FOD en cas de rupture d'approvisionnement de la biomasse liquide conduit à maintenir les seuils de classement du stockage des produits inflammables sur le site ainsi que les valeurs seuils des rejets atmosphériques et les mesures de maîtrise des risques associées,
- la corrosivité de la biomasse liquide conduit à renforcer au chapitre 5.1 du projet, les précautions à prendre associées,
- la transmission de justificatifs du respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre établis par la directive 2018/2001 du 19 décembre 2018 dite RED II, dans le cas de la dispense des obligations de surveillance, de déclaration et de contrôle des émissions de CO2 (article R.229-5 du code de l'environnement) est précisée à l'article 3.1.6.2 du projet,
- l'ajout de nouvelles rubriques de déchets non dangereux liées au stockage et à l'utilisation de la biomasse à l'article 3.3.6 du projet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées au site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2024, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Un porter à connaissance des modifications prévues courant 2025, sur le site « Lucciana B » a été transmis par l'exploitant le 22 février 2024 à M. le Préfet de la Haute-corse. Ces modifications seront apportées afin de permettre aux installations du site de fonctionner à la biomasse liquide en cohérence avec les objectifs de transition énergétique de la région Corse. Le projet consiste en un fonctionnement de la centrale thermique principalement à la biomasse liquide (Ester Méthylique d'Acide Gras EMAG ou Huile végétale hydrotraitée HVO) ainsi qu'au fuel domestique en cas de rupture d'approvisionnement de la biomasse. Les installations du site permettent également le fonctionnement au gaz naturel. Le porter à connaissance transmis, fournit une description de la modification projetée, une analyse des impacts supplémentaires de la modification, une analyse de la maîtrise des risques associés ainsi qu'un planning prévisionnel. L'examen de ce document met en évidence les éléments suivants. Les modifications techniques nécessaires au changement de combustible sont jugées comme étant mineures sur les moteurs et les modules auxiliaires qui sont déjà compatibles avec un fonctionnement à la biomasse liquide. Concernant les risques sur les tiers associés à l'utilisation de biomasse liquide de type EMAG ou HVO, le dossier transmis indique que pour l'ensemble des scénarios d'accident étudiés dans le cadre de l'étude de dangers initial (2012), les zones effets et les probabilités d'occurrences sont équivalentes ou inférieures à celles identifiées par le dossier de demande d'autorisation initiale. Concernant les scénarios d'accident majeur pouvant avoir un impact sur l'environnement (de type déversement accidentel), l'étude précise que la gravité est réduite avec les biomasses liquides, qui ne sont pas classées dangereuses pour l'environnement selon le règlement CLP (règlement européen de classification des substances et mélanges) et sont biodégradables. Concernant les émissions atmosphériques, une réduction des émissions de soufre et de poussière est attendue. Concernant les NOx, l'étude indique que le maintien du respect des valeurs seuils de rejets nécessitera l'augmentation de la quantité d'urée injectée pour le traitement des fumées, la quantité de NOx issue de la combustion de la biomasse liquide étant supérieure à celle générée par le fonctionnement au FOD. Par ailleurs l'utilisation de biomasse liquide ne génère aucune émission de CO2, ce qui induit une réduction significative de 325000 tonnes de CO2 émis par an par rapport au fonctionnement actuel au fioul domestique (pour une production moyenne de 500 GW/an) . Compte-tenu de ces éléments, les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L.181.3 du code de l'environnement, elles ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Toutefois afin d'intégrer la possibilité d'utilisation d'un nouveau combustible sur le site, une actualisation des prescriptions est proposée en pièce jointe du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Généralité sur les mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR
Prescription contrôlée : Les mesures de maîtrise des risques (MMR) sont des ensembles techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. Dans le cas d'une chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne. L'exploitant détermine, notamment dans le cadre de l'étude de dangers, et tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques au sens de l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
Constats : <i>Confidentiel</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.2	
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR	
Prescription contrôlée :	
MMR	Équipements de la MMR
Chaîne de sécurité associée à la défense contre l'incendie	- Détecteurs de flamme - Automate de sécurité - Moyens incendie
Chaîne de sécurité associée à la détection incendie	- Système de vidéo-surveillance - Automate de sécurité - Moyens incendie
Cuvettes de rétention	
Système de purge des bacs	- vannes cadénassées - vannes à sécurité positive (type homme mort)
Procédure d'intervention sur les bacs lors des phases de travaux, maintenance et arrêt	
Prévention de la formation d'une atmosphère explosive dans une cellule moteur*	- système de détection de perte de ventilation ; - Automate de sécurité -Vannes motorisées de sectionnement d'alimentation combustible
Chaîne de sécurité associée à la détection de gaz dans les cellules moteurs*	- Détecteurs de gaz ; - Automate de sécurité -Vannes motorisées de sectionnement d'alimentation combustible
Constats : <i>Confidentiel</i>	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 4 : Surveillance des mesures de maîtrise des risques instrumentées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR
Prescription contrôlée : Les mesures de maîtrise des risques, telles que définies à l'article 4.5.1, faisant appel de l'instrumentation de sécurité, dénommées ci-après MMRI, sont répertoriées et surveillées selon les modalités prévues par les articles 7 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. En particulier, l'exploitant met en place un plan d'inspection et de surveillance des équipements constituant les MMRI. Les dossiers relatifs à chaque équipement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <i>Confidentiel</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Gestion des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR
Prescription contrôlée : Toute défaillance des équipements d'une MMR doit être automatiquement détectée. L'alimentation et la transmission du signal doivent être à sécurité positive. En cas d'indisponibilité ou défaillance d'une MMR, l'exploitant met en œuvre des mesures compensatoires visant à garantir que la fonction de sécurité est assurée en permanence. Lorsqu'aucune mesure technique ou organisationnelle compensatoire ne peut pallier cette indisponibilité, les installations sont mises en position de sécurité (arrêt des transferts de produits, etc.). Les opérations permettant de rendre à nouveau disponibles la MMR sont programmées immédiatement. Toute intervention sur des équipements d'une mesure de maîtrise des risques est suivie d'essais fonctionnels systématiques.
Constats : <i>Confidentiel</i>
Type de suites proposées : Sans suite